



L'impact du Partenariat de Ouagadougou en 10 ans (2011-2021)

A propos du Partenariat de Ouagadougou

Le Partenariat de Ouagadougou a été lancé lors de la Conférence Régionale sur la Population, le Développement et la Planification Familiale tenue à Ouagadougou, Burkina Faso, en février 2011 par les neuf gouvernements des pays francophones de l'Afrique de l'Ouest, en collaboration avec des partenaires financiers et techniques, dans le but d'accélérer les progrès de l'utilisation des services de planification familiale au Bénin, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, en Guinée, au Mali, en Mauritanie, au Niger, au Sénégal et au Togo.

Le Partenariat de Ouagadougou repose sur deux principes : une meilleure coordination des donateurs pour maximiser le soutien aux pays et une collaboration pour répondre aux besoins non satisfaits en matière de planification familiale. Il a pour vision, une Afrique de l'Ouest francophone où un accès facile à la planification familiale de qualité sauve et améliore la vie des femmes et des jeunes et sert de catalyseur pour un développement durable pour tous.

Le Partenariat de Ouagadougou a atteint et dépassé ses objectifs en enregistrant plus de 4 millions d'utilisatrices additionnelles de méthodes modernes de planification familiale dans les 9 pays membres, avant 2020. Son objectif actuel est d'atteindre 13 millions d'utilisatrices de méthodes modernes d'ici 2030, doublant ainsi le chiffre actuel qui est de 6,5 millions.

Le groupe clé des partenaires est constitué de l'Agence Française de Développement (AFD), l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID), la Fondation Bill & Melinda Gates et la Fondation William et Flora Hewlett, le Ministère Français des Affaires Etrangères, le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA), l'Organisation Ouest Africaine pour la Santé (OOAS), la fondation du fonds d'investissement pour l'enfance (CIFF) et le Département du Développement international (DFID).

Les neufs pays membres



Notre impact

	4.077.000 Millions d'utilisatrices additionnelles
	18.848.000 Grossesses non désirées évitées
	6.697.500 Avortements à risque évités
	63.740 Décès maternels évités

La prévalence contraceptive a doublé dans la plupart des pays. Les 9 pays membres ont ajouté **4 077 000** d'utilisatrices de méthodes contraceptives modernes portant le nombre total d'utilisatrices à **7 033 000**. À titre de comparaison, entre 1990 et 2011, donc en 21 ans, ces mêmes pays ont ajouté environ **2,5 millions** d'utilisatrices additionnelles. L'impact global du PO depuis son lancement est énorme. **18 848 000** grossesses non désirées évitées, **6 697 500** avortements à risque évités et **63 740** décès maternels évités.

Des réformes et des lois en faveur de la santé sexuelle et reproductive des femmes et des jeunes ont été adoptées et promulguées dans plusieurs pays.

L'ancrage institutionnel est devenu plus fort dans les pays. A titre d'exemple, le Burkina Faso, le Niger et le Mali ont tous rehaussé l'importance de la planification familiale au sein des ministères de la santé de leurs pays respectifs avec la création du Secrétariat Technique chargé de l'Accélération de la Transition Démographique au Burkina en Février 2018, de la Direction de la Planification Familiale au Niger en Mai 2019 et de l'Office National pour la Santé de la Reproduction au Mali en Juillet 2019.

En tenant compte de toutes ces avancées et des défis qui restent à relever, les parties prenantes se tournent résolument vers les 10 prochaines années. Des stratégies innovantes ont été élaborées pour atteindre l'objectif ambitieux d'ajouter 6,5 millions d'utilisatrices additionnelles avant 2030 avec un focus sur la jeunesse, la recherche, les normes sociales, la planification familiale en contexte humanitaire avec une contribution accrue de la société civile.



PLANIFICATION FAMILIALE

Le Partenariat de Ouagadougou

The Ouagadougou Partnership impact in 10 years (2011-2021)

About the Ouagadougou Partnership

The Ouagadougou Partnership was launched at the Conference on Population, Development and Family Planning held in Ouagadougou, Burkina Faso, in February 2011 by the nine francophone West African countries (Benin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinea, Mali, Mauritania, Niger, Senegal, and Togo). Niger, Senegal, and Togo, in collaboration with major donors to accelerate progress in the use of family planning services in the region.

The Partnership is based on two principles: better donor coordination to maximize support to countries and collaboration to address the unmet need for family planning. It envisions a Francophone West Africa where easy access to quality family planning services saves and improves women's and young people's lives and serves as a catalyst for sustainable development for all.

The Ouagadougou Partnership has met and exceeded its goals by registering over 4 million additional users of modern family planning methods in the nine-member family planning in the nine-member countries by 2020. Its current goal is to reach 13 million modern method users by 2030, doubling the current figure of 6.5 million.

Current core donors include The Bill and Melinda Gates Foundation, the William and Flora Hewlett Foundation, the Children's Investment Fund Foundation, USAID, Agence Française de Développement (AFD), West Africa Health Organization (WAHO), UNFPA, the Kingdom of the Netherlands, Global Affairs Canada, UKAID, and Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères (France Diplomatie).

The nine countries



Our Impact

	4.077.000 Additional users
	18.848.000 Unwanted pregnancies avoided
	6.697.500 Unsafe abortions averted
	63.740 Maternal deaths averted

Contraceptive prevalence rates doubled in most countries. The 9 member countries added **4,077,000** modern contraceptive users bringing the total number of users to **7,033,000** million. By comparison, between 1990 and 2011, in 21 years, these same countries added only **2.5 million** additional users. The overall OP impact since its launch has been enormous. **18,848,000** unintended pregnancies averted, **6,697,500** unsafe abortions averted and **63,740** maternal deaths averted.

Also, reforms and laws in favor of the sexual and reproductive health of women and young people have been adopted and promulgated in several countries.

Institutional changes made FP stronger in the countries. For example, Burkina Faso, Niger, and Mali have all raised the importance of family planning within health ministries with the creation in February 2018 of the Technical Secretariat for Demographic Acceleration and Transition in Burkina Faso, the Family Planning Directorate in Niger in May 2019 and the National Office for Reproductive Health in Mali in July 2019.

Taking into account all these advances and the challenges yet to be met, stakeholders are resolutely looking to the next ten years. Innovative strategies have been developed to achieve the ambitious goal of adding 6.5 million additional users by 2030 with a focus on youth, research, social norms, and family planning in a recurrent crises context with an increased contribution of Civil society.